Cinquante troisième année. - N° 110 A Samedi 8 et dimanche 9 juin 2019

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 755

44 – LOIRE-ATLANTIQUE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

Ventes et cessions

802 420 554 RCS Nantes.
JOTHILEG.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Capital : 5000 EUR.
Adresse : 10, rue de la Rabotière, 44800 Saint Herblain.
Origine du fonds : Achat au prix stipulé de 125000,00 euros..
Etablissement : Etablissement complémentaire.
Activité : Contrôle technique de véhicules..
Adresse : 6, rue de la Communauté, Parc d'Activités de Viais, 44860 Pont-Saint-Martin.
Précédent propriétaire : 820 723 385 RCS Nantes. **VIAIS CONTROLE TECHNIQUE.**
A dater du : 21 mai 2014.
Date d'effet : 1er juin 2019.
Date de commencement d'activité : 1er juin 2019.
Publication légale : Informateur Judiciaire *du* 17 mai 2019.
Oppositions : Selarl Ol avocat me Natacha Ollichon 9 rue Du Couédic 44000 Nantes pour la validité..
Commentaires : Suivant acte sous seing privé en date à NANTES (Loire-Atlantique) du 10.05.2019 enregistré au SPFE DE NANTES 2 le 14.05.2019, Dossier 2019/00042093 - REF 4404P02 2019A05853. Domicile ancien propriétaire : 6 rue de la Communauté 44860 PONT SAINT MARTIN.Domicile nouveau propriétaire : 10 rue de la Rabotière 44800 SAINT HERBLAIN. Cession d'un fonds de commerce de contrôle technique de véhicules exploité à Parc Intercommunal d'activité de Viais - PA de Viais 44680 PONT SAINT MARTIN, moyennant le prix de 125.000 euros. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L 141-2 du code de commerce.